



La Maison Blanche refuse de reconnaître que le programme ZunZuneo, le "Twitter cubain", était une opération clandestine (The Guardian)



Paul Lewis, Dan Roberts

L'Associated Press révèle les tentatives de provoquer des mouvements de protestations à Cuba. Le porte-parole de la Maison Blanche répond que le projet de l'USAid s'inscrivait dans le cadre de l'"aide au développement".

La Maison Blanche affirme que le projet secret de développer un "Twitter cubain" soigneusement camouflé, visant à susciter un mouvement d'opposition au régime castriste, n'était pas "secret", mais que c'était une forme "discrète" d'aide humanitaire.

Les efforts de l'administration de Barack Obama pour minimiser la nature du média social ZunZuneo, qui, espérait-elle, favoriserait le déclenchement de mouvements sociaux à Cuba, sont en contradiction avec une enquête approfondie réalisée par l'Associated Press publiée jeudi dernier.

L'AP révèle que ce programme, concocté par l'US Agency for International Development (l'USAid), était destiné à encourager les "flash mobs" à Cuba, qui donneraient naissance à des mouvements de révolte grâce aux médias sociaux comme cela s'était produit naturellement dans des pays comme l'Iran, les Philippines et la Moldavie.

Des efforts considérables avaient été déployés pour dissimuler la véritable nature de ce réseau de médias sociaux, comme l'utilisation de comptes bancaires à l'étranger, de sociétés écrans et de serveurs installés à l'étranger.

L'AP cite une note de service datant de 2010 de Mobile Accord, une société sous-traitante qui



faisait partie de ce projet, qui précisait : " il ne sera absolument pas fait mention de l'implication du gouvernement US dans cette affaire ... c'est absolument essentiel pour assurer la réussite à long terme du service et la réussite de cette Mission."

Un des documents cités par l'AP explique : "de fausses bannières publicitaires lui donneront l'apparence d'une entreprise commerciale".

L'attaché de presse de la Maison Blanche, Jay Carney, déclarait jeudi que si, en opérant "dans un contexte où les lois sont répressives", l'agence USAid se devait d'être "discrète", la création secrète d'un média social n'était pas pour autant un "programme clandestin".

Il précise qu'"il s'agissait d'un programme d'aide au développement" et ajoute : "je n'ai pas connaissance que des personnes ici, à la Maison Blanche en faisaient partie".

Il a également déclaré que ce genre de programme devait être réalisé sous la supervision du Congrès.

Carney réfute les suggestions selon lesquelles cette opération était clandestine ou qu'elle avait "embringué" dans cette affaire des Cubains qui ne se doutaient de rien.

Selon Carney, "ce programme a fait l'objet d'un débat au Congrès et été examiné par le GAO [Government Accountability Office], qui a décrété qu'il était conforme aux lois US".

Il explique que la "discrétion" était nécessaire "non pas parce que c'était un projet des services secrets, mais pour protéger les participants".

Fournir des outils de communication "dans un endroit où les lois sont répressives" est une initiative dont "nous sommes plutôt fiers", a-t-il ajouté.

Selon l'AP, c'est le procédé utilisé pour les SMS qui a été employé pour contourner les lois limitant l'accès à Internet imposées par Fidel et Raúl Castro, les frères qui, à eux deux, ont dirigé le pays communiste pendant plus d'un demi-siècle.

Pendant la Guerre Froide, la CIA était renommée pour ses tentatives persistantes et souvent inventives de détruire Cuba. Cependant, le projet ZunZuneo est très différent des autres initiatives des services secrets US, notamment parce qu'il a été, semble-t-il, orchestré par l'USAid.

L'AP indique que ce réseau de SMS a été baptisé ZunZuneo - mot d'argot qui désigne le pépiement du colibri cubain - pour faire un jeu de mot avec "Twitter". Au plus fort de son activité, ZunZuneo atteignait le nombre de 40.000 abonnés cubains (le site a été fermé en 2012, environ deux ans plus tard).

Contrairement à l'impression que veulent donner les affirmations de la Maison Blanche, selon l'AP, cette initiative jouait, semble-t-il, également un rôle de surveillance.

Mobile Accord, toujours selon l'AP, avait commencé à créer une vaste base de données concernant les abonnés cubains de ZunZuneo, qui comprenait, entre autres, l'âge, le genre, la "réceptivité" et les "tendances politiques". Le rapport de l'AP indique que l'USAid pensait que ces renseignements sur l'opposition cubaine pouvaient l'aider à orienter ses autres projets sur Cuba et à "maximiser les possibilités d'élargir [notre] champ d'action".

L'AP spécifie que son rapport s'appuie sur plus de 1000 pages de documents qu'elle a obtenus



sur ZunZuneo ainsi que sur des interviews de hauts responsables US et de cadres supérieurs de compagnies privées engagées dans ce projet.

Ce rapport soulève de nombreuses questions sur la légalité d'un projet où des mesures de grande ampleur ont été prises pour dissimuler les liens avec Washington. Il tombe également au moment-même où s'élabore un projet de loi pour limiter la surveillance à la suite des révélations du lanceur d'alerte de l'Agence de Sécurité Nationale Edward Snowden, qui ont endommagé la réputation de Washington à l'étranger.

L'AP ne dit pas si des projets similaires ont été élaborés dans d'autres pays, mais évoque des documents prouvant l'existence d'un projet ZunZuneo non spécifié destiné au Pakistan.

Une des phrases prononcées par Carney, où il dit : "évidemment, le gouvernement a pris des mesures pour être discret, mais ce n'est pas réservé à Cuba", semble suggérer que ce programme, ou des initiatives similaires, a peut-être été mis en place dans un autre pays.

D'autres pays, parmi lesquels des alliés européens, ont peut-être, à leur insu, fait partie de ce projet, qui était géré sur terrain étranger pour éviter tout rapprochement avec les Etats-Unis.

L'Espagne, l'Irlande, le Royaume Uni, le Nicaragua, le Costa Rica et les Iles Caïman ont hébergé des serveurs, des comptes bancaires ou des compagnies qui travaillaient sur le projet ZunZuneo, et on ne sait pas s'ils étaient au courant de la véritable nature de ces sociétés. Selon un expert juridique cité par l'AP, l'utilisation de serveurs en Europe constitue peut-être une violation de la loi sur la protection des données.

Cette initiative semble avoir débuté quand les Etats-Unis ont obtenu les numéros de téléphones portables d'un demi-million de Cubains grâce aux renseignements transmis par un "contact-clé" de Cubacel, l'opérateur public de téléphones mobiles de Cuba.

Ces numéros ont été fournis "gratuitement" à l'USAid et à "Creative Associates", une société privée de Washington qui a gagné des centaines de millions de dollars grâce aux contrats passés avec le gouvernement US et qui, selon l'AP, a joué un rôle prépondérant dans ce projet.

À l'origine, les créateurs du projet voyaient en ZunZuneo un moyen de diffuser des messages à des millions de Cubains sans que les autorités, qui contrôlent Internet, ne puissent repérer la source des communications.

Cet concept s'est, apparemment, transformé peu à peu en un réseau de SMS plus interactif, où les utilisateurs pouvaient également communiquer entre eux et se mobiliser.

L'objectif d'USAid, selon les documents cités par l'AP, était de créer une base de données d'abonnés par le biais de sujets qui ne prêtaient pas à controverse : des questions d'actualité sur le football, la musique et la météo sur les cyclones.

Une fois qu'un nombre suffisant de Cubains se seraient abonnés, ZunZuneo deviendrait plus politique, incitant à la contestation ou cherchant à modifier "l'équilibre des pouvoirs entre l'état et la société", comme le dit un des documents de l'USAid cités par l'AP.

Un des sous-traitants impliqués dans ce projet souligne la "contradiction inhérente" qu'il y a à offrir aux Cubains un espace de communications non soumis au contrôle de leur gouvernement alors qu'il était, en fait, financé par le gouvernement US et motivé par ses priorités.

A la recherche de sponsors, les créateurs de ZunZuneo avaient même, curieusement, sollicité



Jack Dorsey, un des cofondateurs de Twitter. L'AP dit que Dorsey n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

L'AP explique que l'USAid versait au monopole des communications cubain des centaines de milliers de dollars pour les frais d'envoi de SMS par l'intermédiaire de comptes bancaires secrets et craignait que les ramifications de son implication dans cette activité ne soient un jour rendues publiques.

Ce programme a commencé à battre de l'aile ; les abonnés se sont demandé pourquoi il avait cessé de fonctionner vers juin 2012.

Paul Lewis et Dan Roberts, correspondants du Guardian à Washington

R.R., traducteur intermittent pour le Grand Soir

»» <http://www.theguardian.com/world/2014/apr/03/white-house-cuban-twitter...>

URL de cet article 25079

<http://www.legrandsoir.info/la-maison-blanche-refuse-de-reconnaitre-que-le-programme-zunzun-eo-le-twitter-cubain-etait-une-operation-clandestine-the.html>